



ASIE/AFGHANISTAN - Limiter les droits des femmes : accord entre le gouvernement et les Ulémas

Kaboul (Agence Fides) – Le gouvernement afghan du Président Hamid Karzai a apporté son soutien public à un « Code de comportement » qui limite les droits des femmes, émané par l’influent Conseil des Ulémas, organisme islamique qui rassemble les principaux responsables islamiques afghans. Ainsi que l’affirme une note envoyée à Fides par la « Human Rights and Democracy Organisation », ONG de la société civile afghane, cette prise de position est une concession à la charia (la loi islamique) et aux talibans et constitue donc « un énorme pas en arrière » en matière de droits des femmes. Elle représente par ailleurs une violation de la Constitution afghane qui reconnaît l’égalité entre l’homme et la femme.

Le Code de conduite permet aux maris, dans certains cas, de maltraiter leurs épouses et encourage la ségrégation par sexe, ramenant presque les afghanes à la situation qui était la leur sous le régime des talibans. Le texte indique une série de lignes directrices que « les femmes religieuses devraient observer de leur propre initiative » : les femmes ne sont pas autorisées à voyager sans être accompagnées par un homme et ne peuvent pas parler aux inconnus dans des lieux tels que les écoles, les marchés et les bureaux. Frapper son épouse – affirme le texte – est interdit seulement « dans le cas où ce geste n’est pas accompli conformément à la charia ».

Selon les observateurs, l’appui publiquement exprimé par le Président Karzai à de telles normes pourrait être une manœuvre pour obtenir le soutien politique des Ulémas dans le cadre des délicates négociations avec les talibans. Fatana Ishaq Gailani, fondatrice de l’ONG « Afghanistan Women's Council », indique : « Les droits des femmes ont été utilisés comme monnaie d’échange dans un jeu politique », ajoutant que « nous voulons un islam juste et non pas un islam politique ». (PA) (Agence Fides 08/03/2012)